

LETTRE D'ENTENTE

ENTRE : L'UNIVERSITÉ LAVAL
« L'EMPLOYEUR »

ET : LE SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL
« LE SYNDICAT »

OBJET : AMENDEMENT N° 38* DU RÈGLEMENT DU RÉGIME DE RETRAITE DES PROFESSEURS
ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL (RRPPUL)

- **Considérant** les analyses menées par les parties relativement aux hypothèses et méthodes actuarielles utilisées pour les ententes de transfert et les rachats de service;
- **Considérant** la volonté des parties de mettre à jour lesdites hypothèses et méthodes;

Les parties conviennent de modifier le règlement du RRPPUL comme suit :

1. L'article 6.04 est remplacé par le suivant :

« 6.04 Prestations minimales

(1) Prestation minimale pourvue par les cotisations salariales

Si, à la date de cessation de participation active du participant ou de la participante,

- (a) la somme des cotisations salariales (excluant celles versées au Fonds de stabilisation et les cotisations salariales d'équilibre le cas échéant) et des intérêts crédités à cette date

est supérieure à

- (b) 50 % de la valeur actualisée de la rente du participant ou de la participante constituée ou qui lui a été accordée conformément à l'article 6.01, 6.02 ou 6.03 selon le cas,

l'excédent est alors considéré comme des cotisations excédentaires. Le participant ou la participante a droit, à compter de la date à laquelle la rente commence à être versée, à une rente viagère additionnelle dont la valeur actualisée est égale à la somme des cotisations excédentaires, avec les intérêts crédités.

Cet excédent est déterminé globalement et non par volet. Il est réparti entre les deux volets au prorata de la valeur des droits accumulés dans chacun des volets.

Si le participant ou la participante a versé des cotisations d'équilibre, ses cotisations salariales, incluant celles versées au Fonds de stabilisation et celles d'équilibre, avec les intérêts accumulés, et réduites du montant des cotisations excédentaires calculées selon 6.04 (1), ne peuvent servir à acquitter plus que la valeur mentionnée à cet alinéa.

Cette prestation minimale est déterminée globalement et non par volet. Elle est répartie entre les deux volets au prorata de la valeur des droits accumulés dans chacun des volets.

Ne sont pas pris en compte, pour le calcul effectué conformément à 6.04 (1), les cotisations versées par le participant ou la participante conformément à l'article 11.03 (rachat de service), tout montant versé au compte du participant ou de la participante à la suite d'une entente de transfert (chapitre 19), ainsi que toutes prestations qui en découlent.

(2) Prestation minimale – rachat de service (service crédité conformément à l'article 11.03)

À la date à laquelle sa participation active prend fin, la valeur actualisée de la rente constituée par le participant ou la participante selon l'article 6.01, 6.02 ou 6.03 selon le cas, pour ses services crédités conformément à l'article 11.03, doit être au moins égale à :

- a) Si le service visé a été crédité avant le 1^{er} juillet 2021 : l'accumulation avec intérêts des cotisations salariales versées par le participant ou la participante en lien avec le rachat de service crédité conformément à l'article 11.03. L'excédent, le cas échéant, de l'accumulation des cotisations salariales avec intérêts sur la valeur actualisée de la rente en lien avec le rachat de service est considéré comme cotisations excédentaires au sens de l'article 6.04 (1);
- b) Si le service visé a été crédité à compter du 1^{er} juillet 2021 : la valeur actualisée de la rente minimale de rachat de service. Cette rente minimale, payable à compter de l'âge normal de retraite, est établie lorsque du service est acquis par le participant ou la participante conformément à l'article 11.03, suivant les hypothèses visées à l'article 11.03 (2) (b), de sorte que celle-ci corresponde exactement à la valeur des cotisations versées par le participant ou la participante conformément audit article. Une rente minimale est établie pour chaque transaction de rachat de service.

(3) Prestation minimale – entente de transfert (service crédité conformément au chapitre 19)

À la date à laquelle sa participation active prend fin, la valeur actualisée de la rente constituée par le participant ou la participante selon l'article 6.01, 6.02 ou 6.03 selon le cas, pour ses services crédités conformément au chapitre 19 (entente de transfert), doit être au moins égale à :

- a) Si le service visé a été crédité avant le 1^{er} juillet 2021 : l'accumulation avec intérêts du montant reçu en lien avec le transfert intrant. L'excédent, le cas échéant, de l'accumulation avec intérêts du montant reçu sur la valeur actualisée de la rente à laquelle il a droit en lien avec le transfert intrant est considéré comme cotisations excédentaires au sens de l'article 6.04 (1);
- b) Si le service visé a été crédité à compter du 1^{er} juillet 2021 : la valeur actualisée de la rente minimale découlant d'une entente de transfert. Cette rente minimale, payable à compter de l'âge normal de retraite, est établie lorsque du service est acquis par le participant ou la participante conformément au chapitre 19, suivant les hypothèses visées à l'article 19.11 (2), de sorte que celle-ci corresponde exactement à la valeur de la somme portée au compte du participant ou de la participante conformément audit article. Une rente minimale est établie pour chaque transaction découlant du chapitre 19. »

2. Les articles 6.11 et 6.12 sont abrogés.

3. L'article 10.02 est remplacé par le suivant :

« 10.02 Prestations de cessation de participation

Le participant ou la participante dont la participation active au Régime prend fin avant 55 ans pour toute autre raison que son décès ou sa retraite et qui ne se prévaut pas d'une entente de transfert a droit :

- (1) à une rente, différée jusqu'à la date de retraite normale, du montant qu'il ou qu'elle s'est constituée conformément à l'article 6.01; et
- (2) à une rente additionnelle, différée jusqu'à la date de retraite normale, pourvue par les cotisations excédentaires calculées conformément à l'article 6.04, avec les intérêts crédités et, à l'égard des rachats ou transferts dont le service a été crédité à compter du 1^{er} juillet 2021, découlant de l'application de la rente minimale prévue à l'article 6.04. »

4. L'article 10.04 est remplacé par le suivant :

« 10.04 Service anticipé des prestations de cessation de participation

Le participant ou la participante qui a mis fin à sa participation active avant d'avoir atteint l'âge de 55 ans peut choisir de recevoir ses prestations le premier jour de tout mois qui suit son 55^e anniversaire de naissance ou qui coïncide avec cet anniversaire, sans dépasser la date de retraite normale. Il ou elle a droit à la somme des montants suivants :

- (1) une rente correspondant à la rente décrite à l'article 6.01, et dont le paiement anticipé de cette rente engendre un ajustement de façon à ce que la rente anticipée soit l'équivalent actuariel de la rente différée qui aurait été payable à la date normale de retraite; et
- (2) à une rente additionnelle payable à la même date que celle prévue au paragraphe (1), pourvue par les cotisations excédentaires calculées conformément à l'article 6.04, avec les intérêts crédités et, à l'égard des rachats ou transferts dont le service a été crédité à compter du 1^{er} juillet 2021, découlant de l'application de la rente minimale prévue à l'article 6.04. »

5. Le paragraphe 11.03 (2) est remplacé par les suivants :

« (2) La cotisation spéciale requise correspond au plus élevé des montants suivants :

- a) la valeur actualisée des droits additionnels que le participant ou la participante acquiert dans le régime par l'ajout des années de service racheté, établie, à la date de la demande, suivant les hypothèses actuarielles retenues aux fins de l'évaluation actuarielle selon l'approche de capitalisation du régime, et qui sont divulguées dans le plus récent rapport transmis à Retraite Québec, à laquelle s'ajoutent les intérêts crédités, selon les mêmes hypothèses, jusqu'à la date de paiement de la cotisation spéciale. Cette valeur est par ailleurs majorée d'un montant égal aux cotisations de stabilisation qui auraient été versées durant la période de service racheté, accumulées au taux de rendement net de la Caisse de retraite;
- b) la valeur actualisée des droits additionnels que le participant ou la participante acquiert dans le régime par l'ajout des années de service racheté, établie, à la date de la demande, suivant les mêmes hypothèses que celles utilisées à l'article 10.05, à laquelle s'ajoutent les intérêts crédités, selon les mêmes hypothèses, jusqu'à la date de paiement de la cotisation spéciale.

Pour le calcul selon le paragraphe a) ci-dessus, l'administrateur peut retenir certaines approximations raisonnables lui permettant de simplifier les calculs relativement aux taux de cessation de service ou de retraite.

Cependant, lorsque le participant ou la participante verse à la caisse de retraite la cotisation spéciale dans les 6 mois suivant la fin d'une période continue qui fait l'objet d'un rachat de service, le coût exigible correspond à la somme des cotisations salariales et patronales applicables pour la période et incluant les intérêts déterminés en application de l'article 2.16. Le taux d'intérêt applicable ne peut en aucun cas être négatif. »

6. Le paragraphe 11.03 (6) est abrogé.
7. L'article 19.11 est remplacé par le suivant :

« 19.11 Établissement du montant disponible

À l'égard de la partie des droits du participant ou de la participante constituée de prestations déterminées, le montant disponible aux termes du présent régime correspond au plus élevé des montants suivants :

- (1) la valeur actualisée des droits du participant ou de la participante, établie à la date de la demande, suivant les hypothèses actuarielles retenues aux fins de l'évaluation actuarielle selon l'approche de capitalisation du Régime, et qui sont divulguées dans le plus récent rapport transmis à Retraite Québec, à laquelle s'ajoutent les intérêts crédités, selon les mêmes hypothèses, et ce, jusqu'à la date du transfert dans le régime d'arrivée. Cette valeur est par ailleurs majorée d'un montant égal aux cotisations de stabilisation qui ont été versées durant la période de service transférable, accumulées au taux de rendement net de la Caisse de retraite;
- (2) le montant, établi à la date du transfert dans le régime d'arrivée, qui aurait été transféré dans un autre régime si ce transfert avait été effectué en application de l'article 10.05 en supposant que le Régime est solvable.

Pour le calcul selon le paragraphe (1) ci-dessus, l'administrateur peut retenir certaines approximations raisonnables lui permettant de simplifier les calculs relativement aux taux de cessation de service ou de retraite.

Le montant disponible relatif à la partie des droits du participant ou de la participante constituée de cotisations déterminées correspond au montant qui aurait été transféré dans un autre régime si ce transfert avait été effectué en application de l'article 10.05. Ce montant est établi à la date du transfert dans le régime d'arrivée.

Nonobstant ce qui précède, lorsque le régime d'arrivée est le Régime complémentaire de retraite de l'Université Laval (RCRUL) ou tout autre régime de retraite à cotisation déterminée, le montant disponible est déterminé uniquement selon le paragraphe (2) ci-dessus.

Sous réserve de ce qui doit être acquitté intégralement conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, le montant disponible est toutefois réduit lorsque le degré de solvabilité est inférieur à 100 %. Dans ce cas, le montant disponible est multiplié par le degré de solvabilité du Régime établi dans le dernier rapport d'évaluation actuarielle transmis à Retraite Québec. Tout solde est alors perdu, aucun autre versement n'est effectué ultérieurement. »

8. L'article 19.13 est remplacé par le suivant :

« 19.13 Montant excédentaire

Lorsque le montant exigible par le régime d'arrivée est inférieur au montant visé au paragraphe (2) du premier alinéa de l'article 19.11 (y incluant l'ajustement au dernier paragraphe de l'article 19.11 pour tenir compte du degré de solvabilité le cas échéant), l'article 10.05 s'applique à l'égard du montant excédentaire. »

9. L'article 19.14 est remplacé par le suivant :

« 19.14 Transfert à partir d'un autre régime

Lorsque le présent régime est le régime d'arrivée, le montant exigible pour reconnaître au participant ou à la participante dans ce régime la totalité des services reconnus par le régime de départ est le plus élevé des montants suivants :

- (1) la valeur actualisée des droits du participant ou de la participante, établie à la date de la demande, suivant les hypothèses actuarielles retenues aux fins de l'évaluation actuarielle selon l'approche de capitalisation du Régime, et qui sont divulguées dans le plus récent rapport transmis à Retraite Québec, à laquelle s'ajoutent les intérêts crédités, selon les mêmes hypothèses, et ce, jusqu'à la date du transfert dans le régime d'arrivée. Cette valeur est par ailleurs majorée d'un montant égal aux cotisations de stabilisation qui auraient été versées durant la période de service transférable, accumulées au taux de rendement net de la Caisse de retraite;
- (2) le montant, établi à la date du transfert dans le régime d'arrivée, qui aurait été transféré dans un autre régime si ce transfert avait été effectué en application de l'article 10.05 en supposant que le Régime est solvable.

Pour le calcul selon le paragraphe (1) ci-dessus, l'administrateur peut retenir certaines approximations raisonnables lui permettant de simplifier les calculs relativement aux taux de cessation de service ou de retraite. »

10. La présente entente entre en vigueur dès le 1^{er} juillet 2021.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, à Québec, ce 14^e jour de juin 2021.

POUR L'UNIVERSITÉ LAVAL

POUR LE SYNDICAT DES PROFESSEURS ET
PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL



Digitally signed by Lyne Bouchard
DN: cn=Lyne Bouchard, o=VRRH, email=vice-
rectrice@vrrh.ulaval.ca, c=US
Date: 2021.06.14 08:48:13 -04'00'

Lyne Bouchard
Vice-rectrice à l'équité, à la diversité et à l'inclusion
et aux ressources humaines



Louis-Philippe Lampron
Président



Signature numérique de Nicolas
Bouchard Martel
DN : cn=Nicolas Bouchard Martel, o, ou,
email=nicolas.bouchard-
martel@vrrh.ulaval.ca, c=CA
Date : 2021.06.11 13:00:56 -04'00'

Témoin



Témoin